

Flash marchés hebdomadaire

Semaine du 27 février au 6 mars 2026



UNE SEMAINE SUR LES MARCHÉS*

Le conflit fait flamber les prix de l'énergie.

- Au cours de la semaine, les prix de l'énergie ont augmenté en raison des inquiétudes liées au nouveau conflit au Moyen-Orient et à la fermeture du détroit d'Ormuz (les navires transportant du pétrole, du gaz et d'autres matières premières sont bloqués, car ils ne sont plus assurés). Le blocage du détroit conduit déjà à la saturation des capacités de stockage des pays producteurs du golfe : l'Iraq, les Émirats Arabes Unis et le Koweït ont commencé à réduire leur production de pétrole, et d'autres pourraient suivre. Le prix du pétrole a dépassé les 100 dollars le baril, et celui du gaz en Europe les 60 euros par MWh.
- Cette flambée des prix de l'énergie a augmenté les anticipations d'inflation des marchés et, par conséquent, entraîné une hausse des taux d'intérêt, en particulier des taux européens, compte tenu de la plus forte dépendance énergétique de notre continent. La semaine dernière le taux à 10 ans américain a terminé à 4,13 %, et le Bund à 2,85 %, en hausse respectivement de 20 et 22 points de base sur la semaine. Une inflation en février supérieure aux attentes en zone euro ainsi que des déclarations plus « hawkish » de certains gouverneurs de la BCE ont également contribué aux tensions sur les obligations européennes.
- Le climat d'aversion au risque a entraîné un élargissement des spreads souverains européens et pesé sur les marchés actions, à l'exception du secteur de l'énergie, seul gagnant de la semaine avec le dollar.
- Pour une analyse plus approfondie du conflit, voir notre dernier flash spécial (lien flash spécial) et pour notre analyse maison voir ici (lien vers Perspectives).

LES NOUVELLES MACROÉCONOMIQUES DE LA SEMAINE

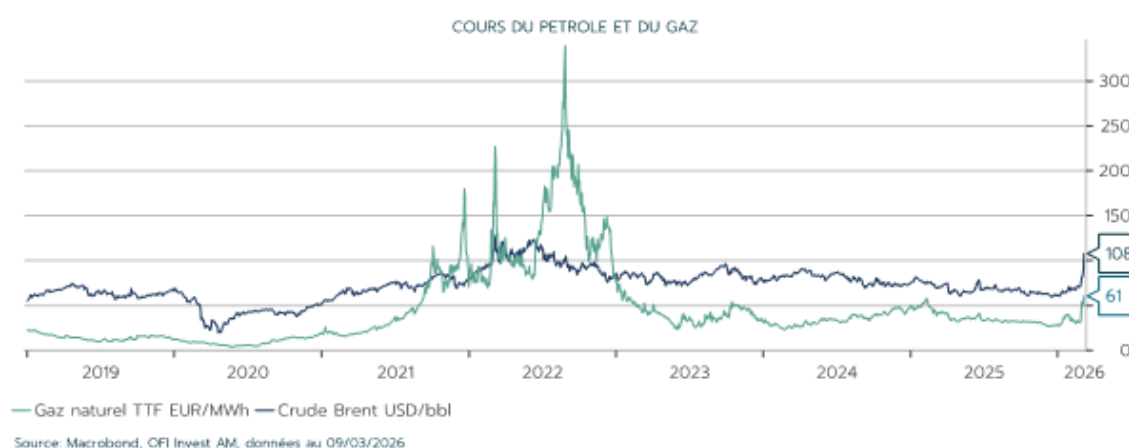
- Les enquêtes conjoncturelles ISM de février pour le secteur des services et manufacturier restent largement en territoire d'expansion. Le secteur des services, en particulier, a poursuivi sa progression et a atteint son plus haut niveau depuis juillet 2022. Les enquêtes corroborent l'ensemble des données indiquant une croissance généralisée en ce début d'année, accompagnée d'une amélioration de la composante emploi. Sur ce facteur, les données dures publiées cette semaine sur l'emploi américain ont été contrastées.
- Avec une baisse de 92 000 postes en février, les chiffres de l'emploi non agricole ont surpris tout le monde. Mais cette baisse semble le résultat de plusieurs facteurs temporaires défavorables : un ajustement saisonnier qui a joué à la hausse en janvier puis à la baisse en février, la vague de froid historique qui a pesé sur l'emploi dans la construction ainsi que dans les loisirs et l'hôtellerie, et une grève dans le secteur de la santé dont l'impact est estimé autour de 30 000 postes.
- L'emploi public au niveau fédéral continue de diminuer, reflétant l'impact des licenciements au sein du DOGE dirigé par Musk l'an dernier. Par rapport à début 2025 on compte un peu plus de 300 000 employés fédéraux en moins, soit environ 10 % du total. Si l'on se concentre sur l'emploi privé et que l'on lisse les données sur trois mois pour neutraliser les effets temporaires alors les créations d'emplois restent positives. En outre, les autres indicateurs à haute fréquence, comme les demandes d'allocations chômage, ne montrent pas de signal d'alerte imminent. Le taux de chômage a légèrement augmenté passant 4,3 % à 4,4 %.
- Dans les mois à venir, il faudra rester vigilants sur l'emploi, mais pour le moment, le message reste inchangé : le marché de l'emploi américain est stable et fonctionne actuellement à bas régime. Il n'y a pas de véritable tendance à la dégradation. Ainsi, combiné aux tensions inflationnistes engendrées par le conflit au Moyen-

¹ Le spread de financement ou d'une obligation représente l'écart de rendement actuariel entre une obligation et le rendement d'un emprunt non risqué pour une même durée.

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures

Orient, le scénario le plus probable pour les réunions de la Fed en mars (et en avril) reste celui de taux inchangés.

- Les ventes au détail, dans le groupe plus corrélé au PIB américain, ont augmenté de 0,5% sur le mois en janvier (en volume). A partir de maintenant, des forces opposées vont agir sur la consommation : d'un côté l'effet haussier des remboursements fiscaux, de l'autre l'effet baissier de la perte de pouvoir d'achat liée à la hausse des prix de l'énergie, avec en premier lieu l'essence.
- Les contentieux autour des tarifs réciproques jugés illégaux par la Cour suprême s'intensifient après qu'un juge américain a ordonné à la CBP (Customs and Border Protection) de rembourser les tarifs dont le montant final n'a pas encore été calculé définitivement par l'administration douanière, ouvrant potentiellement la voie à des remboursements généralisés. Toutefois, l'incertitude demeure sur fait que ces remboursements seront effectués au cas par cas ou de manière collective ; par ailleurs, l'administration américaine devrait faire appel, ce qui retarderait toute possibilité de remboursement au moins sur la première partie de l'année. Les montants en jeu varient entre 130 milliards de dollars (estimation du Congrès) et 180 milliards selon l'Université de Pennsylvanie (Penn Wharton Budget Project).
- L'inflation totale en zone euro s'établit à 1,7% en février comme en janvier. L'inflation dite "sous-jacente", qui exclut les prix les plus volatils comme ceux de l'énergie et de l'alimentation, augmente à 2,4% (après 2,2% en janvier). La surprise haussière est liée à un effet JO en Italie, normalement temporaire, mais qui a accentué l'impact haussier sur les taux déjà poussés à la hausse par les craintes inflationnistes liée à la flambée des prix des matières premières.
- Le PIB du 4^e trimestre de la zone euro a été révisé légèrement à la baisse, passant de 0,3 % à 0,2 % en variation trimestrielle. Toutefois, la ventilation par composantes montre que la demande finale domestique reste bien orientée, avec la contribution positive à la fois de la consommation et de l'investissement. Ce qui a freiné la croissance de la zone euro sur l'année est surtout le commerce extérieur, pénalisé par l'effet des tarifs douaniers.



	06/03/2026	27/02/2026	Variation hebdo.	Variation / fin 2025
Actions			%	%
CAC 40	7 993	8 581	-6,8%	-1,9%
S&P 500	6 740	6 879	-2,0%	-1,5%
Taux	%	%	Points de base	Points de base
10 ans US	4,14	3,94	20	-3
10 ans Allemagne	2,86	2,64	22	0
10 ans France	3,51	3,22	29	-5
10 ans Italie	3,62	3,27	35	7
Ecart de rendement	Points de base	Points de base		
10 ans Italie-Allemagne	76	63	13	6
Volatilité actions US			Ecart hebdo.	Ecart / fin 2025
VIX	25	17	8	10
Source Bloomberg - Indices actions hors dividendes en devise locale				

Achevé de rédiger le lundi 9 mars 2026 par Ofi Invest Asset Management
Ombretta SIGNORI, directrice de la recherche macroéconomique et stratégie
Romain FAQUET, économiste et macro-stratégiste.

Information importante

Cette communication publicitaire est établie par Ofi Invest Asset Management, société de gestion de portefeuille (APE 6630Z) de droit français agréée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) sous l'agrément n° GP92012 – n° TVA intracommunautaire FR51384940342, Société Anonyme à Conseil d'Administration au capital de 71 957 490 euros, dont le siège social est situé au 127-129, quai du Président Roosevelt 92130 Issy-les-Moulineaux, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 384 940 342. Cette communication publicitaire contient des éléments d'information et des données chiffrées qu'Ofi Invest Asset Management considère comme fondés ou exacts au jour de leur établissement. Pour ceux de ces éléments qui proviennent de sources d'information publiques, leur exactitude ne saurait être garantie. Les analyses présentées reposent sur des hypothèses et des anticipations d'Ofi Invest Asset Management, faites au moment de la rédaction du document qui peuvent être totalement ou partiellement non réalisées sur les marchés. Elles ne constituent pas un engagement de rentabilité et sont susceptibles d'être modifiées. Cette communication publicitaire ne constitue pas une recommandation, un conseil ou une offre d'acheter des produits ou services présentés ou gérés par Ofi Invest Asset Management. Ofi Invest Asset Management décline toute responsabilité quant à d'éventuels dommages ou pertes résultant de l'utilisation en tout ou partie des éléments y figurant. Avant d'investir dans un OPC, il est fortement conseillé à tout investisseur, de procéder, sans se fonder exclusivement sur les informations fournies dans cette communication publicitaire, à l'analyse de sa situation personnelle ainsi qu'à l'analyse des avantages et des risques afin de déterminer le montant qu'il est raisonnable d'investir. FA26/0762/M